



**Évaluation à mi-parcours (MTE) du projet IKI
«Growing Greener: Restoration and sustainable
agropastoral systems in open arid landscapes
across Southern Africa» (Growing Greener)**

22_III_124_Sub-Saharan Africa_G_Open arid Landscapes

Résumé

info@arepo-consult.com
www.arepo-consult.com

05 August 2026



Arepo GmbH

Albrechtstraße 22

10117 Berlin

Tel.: +49 30 220 124 48

E-Mail: info@arepo-consult.com

AREPO GmbH | Registered Office: Berlin

Managing Directors: Dr. Christine Wörlen

Registered at: Amtsgericht Charlottenburg, Berlin | Registration No.: HRB 219 349 B

VAT.-ID: DE 332 314 373

Résumé

Arepo GmbH a été mandatée par Zukunft-Umwelt-Gesellschaft gGmbH (ZUG) pour réaliser l'évaluation à mi-parcours (MTE) du projet IKI «Growing Greener: Restoration and sustainable agropastoral systems in open arid landscapes across Southern Africa». Menée entre novembre 2025 et juillet 2026, l'évaluation porte sur la pertinence ; la planification, le pilotage et la cohérence ; l'efficacité ; l'impact transformationnel et la durabilité ; les sauvegardes sociales et environnementales ; ainsi que les indicateurs standard de l'IKI. Elle traite aussi deux questions d'apprentissage, liées à l'intégration du genre dans H4H et les mécanismes de gouvernance locale les plus adaptés. L'évaluation est formative et vise à orienter la seconde moitié du projet, tout en soutenant la reddition de comptes et l'apprentissage pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Ministère fédéral de l'Environnement, du Climat, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMUKN), ZUG, le consortium, les partenaires politiques et les autres parties prenantes.

Description du projet

«Growing Greener» lutte contre la dégradation des terres, la désertification, la perte de biodiversité et les pressions climatiques dans les paysages arides et semi-arides d'Afrique australe. Essentiels aux moyens de subsistance ruraux, à l'élevage et à la résilience climatique, de nombreux pâturages communaux souffrent d'un accès libre, d'une gouvernance fragmentée, d'un pâturage mal coordonné, de l'érosion et d'une concurrence pour les terres et l'eau. L'approche « Herding for Health » (H4H) combine pâturage rotatif, gestion professionnelle des troupeaux, gouvernance communautaire, accords de conservation, santé animale, développement des chaînes de valeur et dialogue politique.

Le projet intervient au Botswana, à Madagascar, en Afrique du Sud et en Zambie, dans des contextes distincts. Au Botswana, les pâturages du Ngamiland sont confrontés à la sécheresse, aux incendies, aux conflits entre humains et faune et aux risques sanitaires. À Madagascar, l'Atsimo-Andrefana est marqué par la sécheresse, la pauvreté, les maladies animales, le vol de bétail et les contraintes de marché. En Afrique du Sud, le projet cible le Namaqualand, où l'élevage communal coexiste avec l'élevage commercial, les activités minières et les défis climatiques. En Zambie, il intervient à Simalaha, dans un contexte d'élevage, d'agriculture pluviale, d'expansion foncière et de faibles capacités administratives.

L'impact attendu est que des systèmes agropastoraux communautaires et orientés vers le marché préviennent la dégradation tout en favorisant le développement rural durable. L'output I porte sur la gestion durable des pâturages et les solutions fondées sur la nature ; l'output II sur les bénéfices économiques issus des chaînes de valeur ; l'output III sur des politiques et cadres réglementaires sensibles au genre pour l'utilisation durable des terres ; et l'output IV sur le renforcement des capacités aux niveaux local, national et régional.

Financé par l'IKI à hauteur de 20 millions d'euros, le projet est mis en œuvre d'octobre 2023 à septembre 2029, après une phase préparatoire de juin 2022 à septembre 2023. La GIZ assure la coordination, la gestion financière et les travaux politiques. CI dirige la mise en œuvre de H4H et des chaînes de valeur au Botswana, à Madagascar et en Afrique du Sud, et PPF en Zambie. CCARDESA, intermédiaire régional lié à la SADC, soutient la sensibilisation régionale, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités.

À mi-parcours, les progrès sont inégaux mais substantiels. La Zambie et l’Afrique du Sud sont les plus avancées, notamment concernant les plans de pâturage, les accords, les comités, la formation des éleveurs et les chaînes de valeur. Malgré les difficultés politiques, Madagascar a progressé conformément aux objectifs volontairement modestes du projet en développant la sensibilisation, l’engagement local, les structures de gouvernance et les projets de plans de pâturage. Le Botswana reste retardé par des processus politiques et administratifs, mais les synergies avec le programme H4H financé par le GCF et l’expérience de Habu offrent une perspective crédible d’accélération.

Méthodologie

L’évaluation a suivi une approche mixte fondée sur la théorie, combinant analyse documentaire, recherche sur Internet, entretiens exploratoires et semi-structurés, ateliers participatifs d’anticipation et une brève enquête en ligne. La reconstruction de la théorie du changement (ToC) a été centrale pour analyser les liens causaux entre H4H, la gouvernance locale, le développement des chaînes de valeur, l’engagement politique, le renforcement des capacités et les résultats écologiques, socio-économiques et institutionnels attendus. Les conclusions reposent sur une triangulation systématique des sources et méthodes.

En mars et avril 2026, des missions de terrain d’une semaine par pays ont inclus des réunions de lancement, des visites de sites et des entretiens avec représentants gouvernementaux, partenaires de mise en œuvre, autorités traditionnelles, administrations locales, services techniques, comités de pâturage, communautés agropastorales et représentantes des femmes. Au total, 79 entretiens et discussions de groupe ont été réalisés, complétés par des ateliers d’anticipation sur les obstacles potentiels et conditions favorables pour la seconde moitié du projet. L’évaluation a examiné les documents de projet tel que les dossiers de proposition, rapports intermédiaires, données de suivi, et données externes. Une enquête auprès d’autres projets H4H en Afrique a reçu quatre réponses complètes. Malgré sa portée limitée, elle a permis de situer Growing Greener dans le portefeuille H4H, avec l’appui d’un entretien auprès de la responsable du programme H4H.

Principales conclusions par critère d’évaluation

Pertinence: Le projet est hautement pertinent. Il répond à des problèmes clairement identifiés dans les quatre pays : la dégradation des pâturages communaux, la gouvernance faible, la faible productivité du bétail et la pression climatique croissante sur les moyens de subsistance ruraux. Il s’aligne sur les priorités gouvernementales, les besoins des groupes cibles et les agendas mondiaux liés au climat, à la biodiversité et à la lutte contre la dégradation des terres. Les acteurs gouvernementaux valorisent son potentiel de restauration des pâturages, d’amélioration de la productivité et de la santé animales, ainsi que sa contribution aux objectifs nationaux de climat, biodiversité, utilisation des terres et développement économique. Les groupes cibles soulignent les bénéfices pour les moyens de subsistance, les ressources de pâturage, l’accès aux marchés et le renforcement des capacités. La logique du projet est globalement appropriée.

Planification, pilotage et cohérence: Le projet repose sur une conception adaptée aux contextes, une chaîne de résultats plausible et une structure de pilotage à plusieurs niveaux appropriée pour un programme couvrant quatre pays. Sa cohérence est renforcée par l’expérience H4H existante, notamment au Botswana, en Afrique du Sud et en Zambie, ainsi que par des synergies avec des initiatives nationales, allemandes et internationales. L’approche s’inscrit aussi dans l’initiative H4H plus

large mise en œuvre dans sept pays africains. Toutefois, des contraintes opérationnelles non résolues, une implication inégale des parties prenantes, des niveaux variables de maturité du suivi et des lacunes de coordination avec certains acteurs locaux et sectoriels limitent encore la planification et le pilotage. La structure de pilotage fonctionne comme cadre de coordination et d'apprentissage, mais n'est pas encore utilisée de manière suffisamment cohérente pour une prise de décision adaptative rapide dans tous les pays.

Efficacité: La logique du projet reste applicable et les résultats prévus restent globalement réalisables, malgré des progrès inégaux. L'output I a fortement avancé en Zambie et en Afrique du Sud ; Madagascar a achevé des étapes préparatoires importantes ; le Botswana devrait accélérer une fois les contraintes de démarrage soient levées. L'output II reste précoce, avec des signes prometteurs en Zambie et en Afrique du Sud, mais peu de progrès au Botswana et à Madagascar. L'output III a progressé grâce aux analyses de lacunes politiques et à l'implication dans la planification nationale et locale. L'output IV a touché de nombreux participants, mais nécessite un approfondissement et une diffusion plus systématique. L'atteinte des impacts est plus incertaine que les outputs : les effets sur les revenus sont plausibles, les objectifs de couverture végétale sont atteignables mais dépendent de la participation, des précipitations et du cours du temps. La durée du projet pourrait être trop courte pour démontrer la séquestration de carbone attendue sur les quatre sites.

Impact transformationnel et durabilité: Le projet dispose d'un fort potentiel transformateur, car il vise non seulement les pratiques individuelles de pâturage, mais aussi la gouvernance, l'utilisation et la valorisation des pâturages communaux, ainsi que la professionnalisation du secteur. Il combine restauration écologique, gouvernance collective, élevage professionnel, incitations de marché, ancrage politique et apprentissage régional. Les bénéfices en matière de climat et biodiversité sont particulièrement crédibles pour l'adaptation, la restauration des pâturages et la résilience des écosystèmes ; les effets quantifiés en matière de carbone doivent être interprétés avec prudence. Les bénéfices sociaux, économiques et de gouvernance sont plausibles grâce à l'amélioration de la santé animale, de la productivité, des revenus, des comités de pâturage, de l'élevage professionnel et de la coopération avec les autorités vétérinaires et locales. La pérennité est possible, car les partenaires politiques, autorités locales et groupes cibles souhaitent poursuivre le projet. Elle dépend toutefois de l'autonomie financière des structures locales H4H, du fonctionnement des services publics, de règles de pâturage applicables, d'incitations de marché et des capacités durables au-delà du financement du projet.

Sauvegardes: La classification B est plausible et appropriée. Les principaux risques concernent les conditions de travail, les restrictions d'utilisation des terres, la biodiversité et la gestion des ressources, les groupes marginalisés, l'égalité de genre, l'accès à l'eau, la gouvernance communautaire et le partage des bénéfices. Les sauvegardes sont mises en œuvre au moyen de la mobilisation des parties prenantes, de processus de consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), d'une sensibilisation continue, de la formation et du déploiement d'éleveurs professionnels, de dispositifs inclusifs de gouvernance communautaire et, lorsque cela est pertinent, d'accords de conservation adaptés au paysage. Aucun impact négatif majeur n'a été observé, mais des incidents isolés et risques futurs exigent une attention continue, notamment la sécurité des femmes dans l'élevage, les conflits fonciers et hydriques, le resquillage, l'expansion possible des troupeaux, les impacts sur les eaux souterraines et l'exclusion des ménages vulnérables ou sans bétail. Les mesures sont globalement adéquates, mais la des changements non critiques sont nécessaires.

Indicateurs standard de l'IKI: Les indicateurs retenus sont globalement appropriés et reflètent la théorie du changement. Le projet rend compte d'indicateurs relatifs à l'atténuation, aux écosystèmes, à l'adaptation et aux capacités. Les résultats déclarés et prévus sont généralement plausibles, mais certaines limites demeurent. L'indicateur SI 1, relatif à la mitigation indirecte par séquestration du carbone, repose sur une estimation calculée plutôt que sur un échantillonnage empirique du sol, et sa réalisation dépend fortement de la restauration de la végétation dans des conditions pluviométriques variables. L'indicateur SI 4 pourrait nécessiter une application plus stricte de la définition opérationnelle de ZUG afin de ne comptabiliser que les activités réellement conçues pour renforcer compétences et connaissances.

Questions d'apprentissage

Question d'apprentissage n° 1 – Dans quelle mesure les modalités de mise en œuvre de H4H dans le cadre du projet prennent-elles en compte les aspects liés à l'égalité de genre? H4H aborde l'égalité par des postes rémunérés dans l'élevage, des chaînes de valeur ciblant les femmes et des voies possibles vers la propriété d'animaux d'élevage. L'impact reste toutefois limité par les risques de sécurité pour les éleveuses et par l'accent mis sur les bovins plutôt que sur le petit bétail, plus souvent détenu par les femmes et les jeunes dans certains pays. Reconnaître l'élevage comme métier qualifié et rémunéré permet aux femmes de gagner un revenu et de remettre en cause les normes de genre, mais l'isolement des camps d'élevage peut les exposer à des risques, notamment de violence fondée sur le genre. Les activités génératrices de revenus à forte participation de femmes — fourrage, semences de graminées, vannerie ou coopératives agricoles « agri-hub » en Zambie — complètent les opportunités d'emploi dans le secteur de l'élevage. H4H peut aussi réduire les obstacles à la propriété du bétail par les femmes, qui peuvent se voir confier des animaux et en tirer des bénéfices économiques.

Question d'apprentissage n° 2 – Quels mécanismes de gouvernance sont efficaces pour H4H au niveau local ? Il n'existe pas de modèle de gouvernance universel, car différents systèmes peuvent être adaptés au contexte local. Le modèle dominant ne prévoit pas l'exclusion des non-participants des terres communales couvertes par les plans de pâturage. Sur certains sites, ces plans pourraient devenir obligatoires pour tous les membres de la communauté. Sur certains sites, le plan de pâturage est obligatoire pour tous les membres de la communauté. Ailleurs, une partie des terres communales est attribuée exclusivement au comité de pâturage, séparant zones H4H et zones « conventionnelles ». Les données disponibles indiquent que les mécanismes les plus efficaces doivent procurer des avantages visibles, faute de quoi les propriétaires de bétail sont peu susceptibles de modifier leurs pratiques de pâturage. En outre, le comportement de passager clandestin sur les pâturages communaux restaurés doit être évité au moyen de règles appropriées, par exemple en combinant un accès toléré avec des incitations pour les participants, en rendant les plans de pâturage obligatoires ou en créant des zones de pâturage H4H exclusives ; parallèlement, il convient de s'appuyer sur des institutions communautaires existantes et légitimes, d'établir des règles claires et applicables, et d'associer les éleveurs ainsi que les autorités compétentes.

Principales recommandations

Conception et mise en œuvre du projet : Le projet doit maintenir un dialogue local permanent auprès de la gouvernance H4H. Comme H4H exige la participation d'au moins 70 % du cheptel d'une zone,

une large adhésion locale et la conciliation des intérêts des usagers des terres communales sont essentielles. Les règles d'utilisation des terres doivent être négociées. Les comités de pâturage pourraient évoluer vers des entités juridiques, tandis que l'accès à l'eau et aux marchés devrait être négocié avec les municipalités. La viabilité financière est cruciale : H4H doit être plus rentable que la non-participation, et les revenus doivent couvrir les coûts supplémentaires, notamment les salaires des éleveurs professionnels. Le développement des chaînes d'approvisionnement et la commercialisation des produits en aval peuvent être soutenus par une meilleure organisation des groupes de producteurs, une stratégie de marque et le ciblage de marchés spécifiques (consommateurs haut de gamme, touristes, réseaux de parcs nationaux, etc.), afin d'obtenir des revenus plus élevés. Une autre possibilité réside dans l'amélioration de la sécurité du bétail. Les troupeaux concentrés dans des kraals et donc facilement localisables peuvent être plus exposés au vol, mais ces structures peuvent également offrir davantage de sécurité et de protection contre des infections telles que l'actuelle épidémie de fièvre aphteuse. Une mobilisation précoce des autorités coutumières et officielles est nécessaire pour assurer la vigilance et la protection. Le travail sur le genre devrait être renforcé et systématisé, en s'inspirant des formations de sensibilisation au genre pour les chefs traditionnels, réalisées en Zambie. Le projet devrait identifier des niches sûres pour l'autonomisation économique des femmes, notamment des groupes de femmes acquérant conjointement du bétail et l'inclusion des ovins et caprins dans les accords de pâturage, laquelle serait également pertinente sur le plan écologique.

Pilotage, coordination et communication : L'équipe doit partager plus systématiquement et fréquemment des données factuelles avec les décideurs nationaux. Ceux-ci ont besoin d'informations opportunes sur la mise en œuvre, les résultats économiques et de santé publique, l'égalité du genre et les effets environnementaux pour saisir la valeur du projet et soutenir les changements politiques. Les gouvernements nationaux et instituts de recherche ont proposé leur expertise pour l'évaluation des pâturages, la collecte de données, le suivi des impacts et la diffusion, et le projet devrait l'accepter. Les autorités locales devraient être davantage associées aux plans de pâturage, formations, campagnes de vaccination et infrastructures. Les activités de diffusion devraient être intensifiées pour renforcer la sensibilisation, les connaissances de mise en œuvre, la mobilisation et la généralisation des pratiques aux niveaux local, national et régional.

Suivi et gestion axée sur les résultats : L'appropriation communautaire et l'adhésion locale devraient primer sur l'atteinte précipitée des indicateurs. Les objectifs quantitatifs restent nécessaires, mais les effets durables dépendent d'une sensibilisation approfondie, du renforcement des capacités et de systèmes de gouvernance localement appropriés. Le résultat concernant la végétation devrait être rendu moins vulnérable aux variations saisonnières en mesurant les tendances du NDVI à long terme, notamment par moyennes mobiles sur cinq ans. La méthodologie concernant la mesure du carbone pourrait dépasser le carbone organique du sol pour inclure la biomasse en surface, les émissions évitées grâce à la réduction des incendies et la baisse des émissions de méthane. Une collaboration avec des réseaux de recherche externes est recommandée. Enfin, une analyse coût-bénéfice macroéconomique par pays pourrait soutenir le dialogue politique et la mise à l'échelle.